Conto corrente con la Posta

GAZZETTA UFFICIALE DEL REGNO D'ITALIA

PARTE PRIMA

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

Anno 76° — ROMA - Mercoledì, 11 settembre 1935 - ANNO XIII — Numero 212

SOMMARIO

ORDINI CAVALLERESCHI.

LEGGI E DECRETI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI

SUPPLEMENTI ORDINARI

ORDINI CAVALLERESCHI

Revoche di onorificenze.

Con Regio Magistrale decreto in data Roma 27 dicembre 1934-XIII, sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato, Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'interno, venne revocato il Regio Magistrale decreto in data 18 aprile 1932, col quale fu concessa l'onorificenza di cavaliere dell'Ordine della Corona d'Italia al signor Mecca Gioacchino di Pietro.

Con Regio Magistrale decreto in data Roma 4 febbraio 1935-XIII, sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato, venne revocato il Regio Magistrale decreto in data 27 ottobre 1930, col quale fu concessa l'onorificenza di cavaliere dell'Ordine della Corona d'Italia al signor Melchioni Giovanni fu Pietro.

Con Regi Magistrali decreti in data Roma 3 dicembre 1934-XIII e San Rossore 13 luglio 1933-XI, sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato, Ministro Segretario di Stato per gli affari della guerra, e del Ministro Segretario di Stato per le colonie, vennero revocati i Regi Magistrali decreti in data 5 luglio 1923 e 27 ottobre 1930, coi quali furono rispettivamente concesse le onorificenze di cavaliere ed ufficiale dell'Ordine della Corona d'Italia al signor Meloni Filippo di Raffaele.

Con Regio Magistrale decreto in data Roma 7 febbraio 1935-XIII, sulla proposta del Primo Segretario di S. M. il Re per il Gran Magistero Mauriziano, Cancelliere dell'Ordine della Corona d'Italia, venne revocato il Regio Magistrale decreto in data 16 febbraio 1922, col quale fu concessa l'onorificenza di commendatore della Corona d'Italia al signor Palli Luigi fu Edoardo.

Con Regio Magistrale decreto in data Roma 18 marzo 1935-XIII, sulla proposta del Guardasigilli, Ministro Segretario di Stato per la grazia e giustizia, vennero revocati i Regi Magistrali decreti in data 29 dicembre 1921 e 11 maggio 1933, coi quali furono rispettivamente concesse le onorificenze di cavaliere ed ufficiale dell'Ordine della Corona d'Italia al signor Salaroli Enrico fu Antonio.

Con Regio Magistrale decreto in data Roma 27 dicembre 1934-XIII, sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato, Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'interno, venne revocato il Regio Magistrale decreto in data 4 giugno 1925, col quale fu concessa l'onorificenza di cavaliere dell'Ordine della Corona d'Italia al signor Zamorani Bruno di Sigismondo.

(3211)

LEGGI E DECRETI

LEGGE 11 aprile 1935-XIII, n. 1593.
Approvazione dell'Accordo fra l'Italia ed altri Stati, concernente l'adozione di disposizioni particolari per il trasporto delle merci spedite per ferrovia con lettera di vettura all'ordine. Accordo firmato a Roma il 31 marzo 1934-XII.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo fra l'Italia ed altri Stati, concernente l'adozione di disposizioni particolari per il trasporto delle merci spedite per ferrovia con lettera di vettura all'ordine, Accordo firmato a Roma il 31 marzo 1934.

Art. 2.

La presente legge entrerà in vigore alle condizioni, nei modi e nei termini previsti negli articoli 4 e seguenti dell'Accordo anzidetto.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 11 aprile 1935 - Anno XIII

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — BENNI.

Visto, *il Guardasigilli*: SOLMI.

Accord concernant l'adoption de dispositions particulières pour le transport des marchandises expediées par Chemins de fer avec lettre de voiture à ordre.

Les soussignés, au nom de leurs Gouvernements respectifs,

désirant faciliter le commerce international par l'adoption de la lettre de voiture à ordre pour le transport des marchandises par chemins de fer dans le trafic international,

ayant résolu de se prévaloir de la faculté prévue à l'art. 61 de la Convention de Berne concernant le transport des marchandises par chemins de fer, selon le texte signé à Rome le 23 novembre 1933,

sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier.

Les Etats contractants déclarent adopter dans leurs rapports réciproques le règlement annexé au présent Accord concernant le transport des marchandises expédiées par chemins de fer avec lettre de voiture à ordre. Ledit règlement sera considéré comme faisant partie intégrante du présent Accord.

Les Etats contractants s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour donner effet aux règles établies par le présent Accord.

Article 2.

Les Etats contractants s'engagent à observer, pour la solution de certains conflits de lois qui pourraient naître de l'application du présent Accord, la disposition suivante:

Les rapports entre celui qui a nommé le domiciliataire et le domiciliataire lui-même et les responsabilités dérivant des actes du domiciliataire relatifs à la lettre de voiture à ordre sont réglés par la loi du lieu où le domiciliataire a son domicile.

Article 3.

Le présent Accord restera ouvert à la signature de tout Etat jusqu'au 31 mars 1934.

A partir du 1er avril 1934 tout Etat non signataire pourra adhérer au présent Accord. Cette adhésion s'effectuera au moyen d'un instrument communiqué au Gouvernement italien. Le Gouvernement italien notifiera ce dépôt immédiatement à tous les Etats signataires ou adhérents.

Article 4.

Le présent Accord sera ratifié. Les istruments de ratification seront transmis au Gouvernement italien, qui en notifiera le dépôt à tous les Etats signataires ou adhérents.

Article 5.

Le présent Accord entrera en vigueur dès que trois Etats limitrophes au moins l'auront ratifié ou y auront adhéré. La date de son entrée en vigueur sera le quatre-vingt-dixième jour après la réception par le Gouvernement italien de la troisième ratification ou adhésion.

En ce qui concerne les Etats qui ratifieront le présent Accord ou y adhéreront ultérieurement, cet Accord entrera en vigueur quatre-vingts-dix jurs après la réception de la ratification ou de l'adhésion.

L'entrée en vigueur du présent Accord ne pourra en tout cas avoir lieu avant l'entrée en vigueur de la Convention internationale concernant le transport des marchandises par chemins de fer (C.M.I.), signée à Rome le 23 novembre 1933.

Le Gouvernement italien notifiera à chaque Etat contractant la première entrée en vigueur de l'Accord et, ultérieurement, l'entrée en vigueur pour chaque Etat qui l'aura ratifié ou y aura adhéré.

Article 6.

Le présent Accord pourra être dénoncé par chaque Etat contractant. La dénonciation sera faite sous forme de notification écrite, adressée au Gouvernement italien, qui en donnera communication à tous les Etats contractants.

La dénonciation prendra effet un an après la date à laquelle elle aura été reçue par le Gouvernement italien et ne sera opérante qu'en ce qui concerne l'Etat qui l'aura notifiée.

Article 7.

Le présent Accord sera révisé à l'occasion de la révision de la Convention internationale concernant le transport des marchandises par chemin de fer (C.I.M.). Toutefois une révision pourra avoir lieu en tout temps sur demande d'un tiers des Etats contractants.

Article 8.

Le présent Accord est rédigé en langue française, en simple expédition, qui sera déposée dans les Archives du Ministère des Affaires Etrangères du Royaume d'Italie. Copie conforme en sera transmise à tous les Etats contractants.

Fait à Rome, le 31 mars 1934.

Pour l'*Italie*: MUSSOLINI
Pour la *Bulgarie*: Général VOLKOFF
Pour la *Hongrie*: FRED. VILLANI
Pour la *Jougoslavie*: DOUTCHITCH
Pour la *Pologne*: ALFRED VISOCKI
Pour la *Ville libre de Danzig*: ALFRED VISOCKI
Pour le *Territorie de la Saar*: L. D'EHRNROOTH
Pour l'*Autriche*: Dr. A. RINTELEN
Pour l'*Estonie*: A. SCHMIDT.
Pour la *Lettonie*: J. RIEKSTINS
Pour la *Tchécoslovaquie*: CHVALKOVSKI.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:
p. *Il Ministro per gli affari esteri*:
SUVICH.

ANNEXE.

Règlement concernant le transport des marchandises expédiées par Chemins de fer avec lettre de voiture à ordre.

PRESCRIPTIONS PRELIMINAIRES.

1. Les dispositions de la C. I. M. sont applicables au transport des marchandises expédiées avec lettres de voiture à ordre en tant qu'elles ne sont pas modifiées ou complétées par les dispositions suivantes.

2. Dans tous les articles de la C. I. M. et des prescriptions suivantes, où les mots « lettre de voiture » et « duplicata de la lettre de voiture » sont employés, il faut entendre, aux lieu et place de ces mots, les suivants: « lettre de voiture à ordre » et « duplicata de la lettre de voiture à ordre ».

Les modèles de la lettre de voiture à ordre et du duplicata seront établis par le Chemins de fer des Etats intéressés, en s'inspirant des modèles prévus à l'annexe II de la C. I. M.

3. L'on entendra sous la dénomination de « destinataire » figurant dans la C. I. M., le « porteur du duplicata de la lettre de voiture à ordre », en tant que ce mot « destinataire » n'est pas modifié par les dispositions qui suivent.

MODIFICATIONS DE LA C. I. M.

A l'art. 1.

La disposition suivante est ajoutée sous forme de § 3:

« § 3. Ne sont admis au transport avec lettre de voiture à ordre que les envois dont les gares de départ et d'arrivée, ainsi que les lignes qui relient ces gares sont situées sur le territoire d'Etats qui ont admis le transport des marchandises avec lettre de voiture à ordre ».

A l'art. 4.

La disposition suivante est ajoutée sous forme de § 3:

« § 3. Sont admises au transport avec lettre de voiture à ordre les marchandises expressément désignées par le Chemins de fer, expédiées par wagons complets, en provenance et à destination des gares désignées par eux.

« La liste des marchandises et gares doit être dûment publiée par les Chemins de fer ».

A l'art. 6.

Les dispositions suivantes sont applicables aux lieu et place du § 1:

« § 1. L'expéditeur doit présenter pour toute expédition internationale soumise au présent réglement une lettre de voiture à ordre et un duplicata endossable conformes aux modèles prévus dans les tarifs.

« Les formulaires sont imprimés sur papier à écrire jaune foncé de qualité spéciale; ils portent pour la grande vitesse une bande rouge d'un centimètre au moins de largeur, l'une au bord supérieur, l'autre au bord inférieur, au recto et au verso.

« Ces formulaires sont fournis exclusivement par les Chemins de fer au prix fixé et dûment publié par eux ».

La première phrase du § 4 est remplacée par la suivante:

« § 4. Le choix du formulaire de lettre de voiture avec ou sans « bandes rouges » indique si la marchandise est à transporter en petite ou en grande vitesse ».

Le § 5 est remplacé par la dispositions suivante:

« § 5. Les lettres de voiture et les duplicata surchargés, grattés ou raturés ne sont pas admis ».

Au § 6 le premier alinéa doit être remplacé par le suivant:

« Les mentions portées sur la lettre de voiture et sur le duplicata doivent être écrites ou imprimées en caractères indélébiles ».

Au § 6, la dispositions figurant sous lettre *d*) est remplacée par la suivante:

« *d*) Le nom et le domicile d'une personne (domiciliataire) domiciliée dans la localité desservie par la gare de destination ».

La deuxième phrase de la lettre *g*) du § 6 est remplacée par la disposition suivante:

« La signature de l'expéditeur ne peut être ni imprimée ni remplacée par un timbre ».

Les dispositions figurant sous lettres *h*) et *m*) du § 6 ne sont pas applicables.

A l'art. 7.

Au § 1 un deuxième alinéa ainsi conçu est ajouté:

« L'expéditeur supporte seul toutes les conséquences qui pourraient résulter du fait que la lettre de voiture à ordre ne remplit pas les conditions prévues au § 3 de l'art. 4. Ces irrégularités ne portent pas atteinte aux droits du porteur du duplicata sur la marchandise.

Dans la première phrase du deuxième alinéa du § 2, le mot « destinataire » est remplacé par le mot « domiciliataire ».

Les dispositions suivantes sont applicables au lieu et place du § 3:

« § 3. Sur demande de l'expéditeur formulée dans la lettre de voiture, le Chemin de fer est tenu de constater le poids de l'envoi et de l'attester sur la lettre de voiture et le duplicata.

« Les lois et règlements de chaque Etat déterminent les conditions dans lesquelles le Chemin de fer a le droit ou est tenu de constater ou de contrôler le nombre des colis, ainsi que la tare réelle des wagons.

« Le Chemin de fer a le droit d'établir si et sous quelles conditions il se charge de constater la concordance du contenu de l'emballage d'un envoi avec les indications de la lettre de voiture et de certifier le résultat de cette constatation sur la lettre de voiture même et sur le duplicata ».

La deuxième phrase du premier alinéa du § 8 est remplacée par la disposition suivante:

« S'il y a lieu, le porteur du duplicata de la lettre de voiture est invité sans retard, par l'intermédiaire du domiciliataire, à faire connaître comment il entend disposer de l'excédent de charge ».

Au troisième alinéa du § 8, les mots « l'expéditeur » sont remplacés par les mots « le porteur du duplicata ».

A l'art. 8.

Les dispositions suivantes sont applicables aux lieu et place du § 5:

« § 5. Le Chemin de fer est tenu de certifier la réception de la marchandise et la date de l'acceptation au transport moyennant l'apposition d'un timbre et la signature d'un employé autorisé sur le duplicata de la lettre de voiture qui doit être présenté par l'expéditeur en même temps que la lettre de voiture.

« Le duplicata de la lettre de voiture est transmissible par voie d'endossement. Toute personne au bénéfice de laquelle le duplicata a été endossé peut l'endosser à nouveau.

« L'endossement doit être pur et simple. Toute condition à laquelle il est subordonné est réputée nulle et non avenue. Un endossement partiel est nul. L'endossement au porteur vaut comme endossement en blanc.

« Pour être valable l'endossement doit être inscrit sur le duplicata de la lettre de voiture à la place désignée à cet effet. Il doit être signé par l'endosseur.

« L'endossement ne doit pas nécessairement désigner le bénéficiaire; il peut consister simplement dans la signature de l'endosseur (endossement en blanc) ».

Un § 6 ainsi conçu est ajouté:

« § 6. Le détenteur du duplicata d'une lettre de voiture à ordre est considéré comme porteur légitime s'il justifie de son droit par une suite ininterrompue d'endossements, même si le dernier endossement est en blanc. Les endossements biffés son à cet égard réputés non écrits. Lorsqu'un endossement en blanc est suivi d'un autre endossement, le signataire de celui-ci est réputé avoir acquis le duplicata par l'endossement en blanc.

« Si une personne a été dépossédée du duplicata d'une lettre de voiture à ordre par quelque événément que ce soit, le porteur, justifiant de son droit de la manière indiquée à l'alinéa précédent, n'est tenu de se desaissir du duplicata de la lettre que s'il l'a acquis de mauvaise foi ou si, en l'acquérant, il a commis une faute lourde ».

Un § 7 ainsi conçu est ajouté:

« § 7. Le Chemin de fer est responsable de la concordance, au moment de la conclusion de contrat de transport, entre les indications et déclarations inscrites dans la lettre de voiture et celles qui sont inscrites dans le duplicata correspondant ».

Un § 8 ainsi conçu est ajouté:

« § 8. Sur demande de l'expéditeur, le Chemin de fer est tenu de lui délivrer une quittance des montants que l'expéditeur a payés ».

Un § 9 ainsi conçu est ajouté:

« § 9. La transmission des droits sur la marchandise acceptée au transport par le Chemin de fer ne peut s'opérer que par transmission du duplicata de la lettre de voiture à ordre ».

A l'art. 9.

Le § 4 est complété par l'alinéa suivant:

« Les Chemins de fer peuvent établir des taxes supplémentaires pour les envois effectués avec lettre de voiture à ordre ».

A l'art. 10.

La disposition suivante est applicable, aux lieu et place du dernier alinéa de la lettre *g*):

« Le porteur du duplicata de la lettre de voiture est avisé par l'intermédiaire du domiciliataire que le transport a lieu par une voie autre que celle qui a été prescrite par l'expéditeur ».

A l'art. 11.

La disposition suivante est applicable, aux lieu et place de la première phrase du § 6:

« § 6. Le délai de livraison est observé si, avant son expiration, l'arrivée de la marchandise est notifiée au domiciliataire ».

Le deuxième alinéa du § 6 n'est pas applicable.

A l'art. 15.

A la fin du troisième alinéa du § 1, les mots « l'expéditeur » sont remplacés par les mots « le domiciliataire ».

A l'art. 16.

Les dispositions suivantes sont applicables, aux lieu et place du § 1:

« § 1. Le Chemin de fer doit aviser le domiciliataire de l'arrivée de la marchandise à la gare de destination.

« Le Chemin de fer est tenu de livrer au porteur légitime du duplicata, tel qu'il est désigné au 1er alinéa du § 6 de l'art. 8, à la gare de destination indiquée par l'expéditeur, la lettre de voiture et la marchandise contre remise du duplicata et paiement du montant des créances résultant de la lettre de voiture.

« Le porteur du duplicata de la lettre de voiture doit compléter le dernier endossement en mentionnant son adresse; en cas d'endossement en blanc, il doit remplir cet endossement de son nom et de son adresse.

« Le Chemin de fer est tenu de vérifier la régularité de la suite des endossements. A tel effet, les endossements doivent être effectués d'une manière lisible. Le Chemin de fer n'est pas tenu de vérifier la régularité de la signature des endosseurs.

« L'acceptation de la marchandise et de la lettre de voiture oblige celui à qui la marchandise a été délivrée à payer au Chemin de fer le montant des créances résultant de la lettre de voiture.

« Dans le cas prévu à l'alinéa 2 du § 1 de l'art. 7 la livraison ne peut être demandée par le porteur du duplicata qu'à une gare autorisée à effectuer, conformément au § 3 de l'art. 4, des transports avec lettre de voiture à ordre. A cet effet le Chemin de fer, aussitôt qu'il a constaté l'irrégularité, doit en aviser le porteur du duplicata par l'intermédiaire du domiciliataire. Le même avis doit être fait à l'expéditeur à titre d'information ».

Un § 4 ainsi conçu est ajouté:

« § 4. En cas de perte du duplicata de la lettre de voiture attestée par écrit par le domiciliataire, le Chemin de fer délivre la marchandise et remet la lettre de voiture au domiciliataire contre paiement du montant des créances résultant de la lettre de voiture et contre cautionnement de la valeur usuelle de la marchandise au lieu de destination, augmentée de 25 %.

« Si le porteur du duplicata se présente ultérieurement, le cautionnement lui est versé avec l'assentiment du domiciliataire.

« A défaut de cet assentiment, le Chemin de fer ne se dessaisit du cautionnement que sur décision judiciaire ».

A l'art. 19.

La disposition suivante est applicable, aux lieu et place de cet article:

« Les envois ne peuvent être grevés ni de remboursements, ni de débours ».

A l'art. 21.

Les dispositions suivantes sont applicables, aux lieu et place de cet article:

« § 1. Le porteur du duplicata de la lettre de voiture a seul le droit de modifier le contrat de transport soit en retirant la marchandise à la gare expéditrice, soit en l'arrêtant en cours de route, soit en la faisant livrer en tout autre point situé en deça ou au delà de la gare de destination, soit en ordonnant son retour à la gare expéditrice, soit enfin en indiquant, au lieu du domiciliataire que l'expéditeur a mentionné dans la lettre de voiture, un autre domiciliataire.

« D'autres modifications que celles qui sont énumérées ci-dessus ne sont admises en aucun cas.

« Les modifications au contrat de transport ne doivent jamais avoir pour effet de diviser l'envoi.

« Si le porteur du duplicata veut donner un ordre modifiant la gare de destination, il ne peut indiquer qu'une autre gare qui figure dans la liste prévue au § 3 de l'art. 4.

« Dans ce cas, il doit désigner un nouveau domiciliataire si le domiciliataire primitif n'est pas établi dans la localité desservie par la nouvelle gare de destination.

« § 2. Les modifications au contrat mentionnées ci-dessus doivent être donnés au moyen d'une déclaration écrite, signée par le porteur du duplicata et conforme au formulaire constituant l'Annexe IV à la présente Convention.

« Cette déclaration doit être répétée sur le duplicata de la lettre de voiture qui sera présenté en même temps au Chemin de fer et rendu par ce dernier au porteur du duplicata après apposition du timbre et de la signature de l'agent autorisé par le Chemin de fer.

« Le Chemin de fer qui se sera conformé aux ordres du porteur du duplicata de la lettre de voiture, sans exiger la présentation du duplicata portant la déclaration écrite dont il est question à l'alinéa précédent, sera responsable du préjudice causé par ce fait à tout porteur ultérieur du duplicata ».

« L'apposition du timbre et de la signature de l'agent de Chemin de fer ne peut être exigée avant que le Chemin de fer soit sûr que la modification du contrat de transport puisse être exécutée. Les dépenses occasionnées par les informations nécessaires grèvent l'envoi.

« Toute modification ordonnée par le porteur du duplicata sans les formalités susindiquées est nulle.

« § 3. Le Chemin de fer n'est tenu de donner suite aux modifications du porteur du duplicata que si celles-ci sont données par l'intermédiaire de la gare expéditrice ou la gare destinataire ».

A l'art. 22.

L'avant-dernier alinéa du § 1 est remplacé par la disposition suivante:

« Dans les cas visés ci-dessus, le domiciliataire est avisé le plus tôt possible des empêchements qui s'opposent à la exécution des ordres ».

Dans tous les cas où, dans le texte de cet article, figure le mot « expéditeur », il faut lire « le porteur du duplicata de la lettre de voiture ».

A l'art. 23.

Dans le § 1 il faut lire, au lieu de « l'expéditeur »: « le porteur du duplicata de la lettre de voiture ».

Les §§ 2 à 9 sont remplacés par les dispositions suivantes:

« § 2. S'il n'y a pas d'autres voies de transport le Chemin de fer doit en aviser le domiciliataire pour lui demander les instructions du porteur du duplicata.

« Toutefois, cette demande n'est pas obligatoire pour le Chemin de fer dans le cas d'empêchement temporaire résultant des circostances prévues au § 5 de l'art. 5.

« § 3. Le porteur du duplicata, avisé d'un empêchement au transport, peut donner par écrit des instructions sur la marchandise, pourvu que le Chemin de fer soit à même de les exécuter.

« Les dispositions du § 2 de l'art. 21, deuxième, troisième et quatrième alinéas s'appliquent ici par analogie.

« § 4. Il n'est pas donné suite:

« *a*) aux instructions du porteur qui ne seraient pas adressées par l'intermédiaire soit de la gare expéditrice, soit de la gare destinataire;

« *b*) aux demandes de renvoi d'une marchandise dont la valeur ne couvre pas, selon toute prévision, les frais de réexpédition, à moins que le montant de ces frais ne soit payé ou garanti immédiatement.

« § 5. Si le porteur du duplicata ne donne pas, dans un délai raisonnable, des instructions exécutables, ou ne peut être avisé de l'empêchement au transport à cause d'une erreur dans l'adresse du domiciliataire, il sera procédé conformément aux dispositions relatives aux empêchements à la livraison visées au § 1 de l'art. 24.

« § 6. Si l'empêchement au transport vient à cesser avant l'arrivée des instructions du porteur duplicata, la marchandise est dirigée sur sa destination sans attendre des instructions et le domiciliataire en est prévenu dans le plus bref délai possible ».

A l'art. 24.

Les dispositions suivantes sont applicables, aux lieu et place des §§ 1 à 3:

« Lorsqu'il se présente des empêchements à la livraison de la marchandise, le Chemin de fer n'est tenu d'en prévenir ni l'expéditeur ni le domiciliataire; mais il est tenu de procéder d'après les lois et règlements que le Chemin de fer destinataire doit observer pour les marchandises en souffrance dans le cas où l'expéditeur d'un envoi en trafic intérieur, à qui le Chemin de fer a déjà demandé des instructions, n'a pas donné une instruction de nature à eliminer l'empêchement.

« Le domiciliataire et l'expéditeur doivent être prévenus des mesures à prendre à cet effet.

« En cas de vente de la marchandise effectuée par le Chemin de fer, celui-ci est tenu de notifier au domiciliataire et à l'expéditeur le résultat de la vente. Le reliquat disponible, défalcation faite des frais non encore payés ansi que des dépenses occasionnées par la vente, doit être versé sans autre, contre remise du duplicata de la lettre de voiture, au porteur de ce duplicata s'il se présente; il ne peut être versé à toute autre personne qu'à la suite d'une décision judiciaire. Lorsque le produit de la vente ne suffit pas à couvrir les frais, l'expéditeur est tenu de parfaire le découvert ».

A l'art. 40.

Le § 3 est remplacé par les dispositions suivantes:

« § 3. Pour faire valoir la réclamation, l'ayant droit doit produire soit le duplicata de la lettre de voiture, soit la lettre de voiture qui lui a été délivrée.

« Toutefois, la demande de l'expéditeur en restitution d'une somme payée par lui n'est pas subordonnée à la production des documents susmentionnés ».

Au deuxième alinéa du § 4, les mots « du bulletin de remboursement » sont remplacés par « de la quittance qu'il aura, le cas échéant, délivrée en vertu du § 8 de l'art. 8 ».

A l'art. 41.

Le § 2 n'est pas applicable.

Le § 3 est remplacé par les prescriptions suivantes:

« § 3. Les actions contre le Chemin de fer qui naissent du contrat de transport appartiennent:

« aussi longtemps que la marchandise n'a pas été délivrée, au porteur du duplicata de la lettre de voiture,

« après la livraison de la marchandise, à la personne à laquelle la lettre de voiture a été délivrée contre remise du duplicata de la lettre de voiture.

« L'exercice de ces actions est subordonné à la production des documents prévus par les dispositions du § 3 de l'art. 40, relatives aux réclamations administratives ».

A l'art. 42.

Le § 2 n'est pas applicable.

A l'art. 44.

Au n. 5 du § 2, les mots « ou le remboursement prévu à l'art. 19 » ne sont pas applicables.

Au § 4, les mots « la quittance prévue au § 1 de l'art. 16 » sont remplacés par les mots « le duplicata de la lettre de voiture ».

A l'art. 45.

Au § 1, la disposition sous *a)* n'est pas applicable.

En outre, che paragraphe est complété par les prescriptions suivantes:

« *e)* d'une action relative au versement du reliquat laissé par la vente d'une marchandise non délivrée,

« *f)* d'une action en remboursement du cautionnement prévu au § 4 l'art. 16 ».

Au § 2 la disposition sous *d)* n'est pas applicable.

En outre, ce paragraphe est complété par les prescription suivantes:

« *g)* pour la demande en paiement de l'excédent de la vente d'une marchandise non délivrée:

« du jour de la vente;

« *h)* pour la demande en remboursement du cautionnement prévu au § 4 de l'art. 16 »:

« du jour où la livraison de la marchandise a été effectuée au domiciliataire ».

REGIO DECRETO-LEGGE 23 agosto 1935-XIII, n. 1594.

Proroga al 31 dicembre 1935-XIV, dei poteri del Consiglio di amministrazione dell'Istituto nazionale L.U.C.E.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visto il R. decreto-legge 24 gennaio 1929-VII, n. 122, convertito nella legge 24 giugno 1929-VII, n. 1048, concernente l'ordinamento dell'Istituto nazionale L.U.C.E., modificato con R. decreto-legge 29 giugno 1933-XI, n. 746, convertito nella legge 28 dicembre 1933-XII, n. 1848;

Ritenuta la necessità urgente ed assoluta di prorogare a tutto il 31 dicembre 1935-XIV i poteri del Consiglio di amministrazione dell'Istituto nazionale L.U.C.E. costituito con i Regi decreti 18 agosto 1933-XI, n. 1057, 21 settembre 1933-XI, n. 1235, e 29 aprile 1935-XIII;

Visto l'art. 3, n. 2, della legge 31 gennaio 1926-IV, n. 100;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico.

I poteri del Consiglio di amministrazione dell'Istituto nazionale L.U.C.E., costituito con i Regi decreti 18 agosto 1933-XI, n. 1057, 21 settembre 1933-XI, n. 1235, e 29 aprile 1935-XIII, sono prorogati a tutto il 31 dicembre 1935-XIV.

Il presente decreto sarà presentato al Parlamento per la sua conversione in legge.

Il Capo del Governo, Primo Ministro, proponente, è autorizzato alla presentazione del relativo disegno di legge.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a S. Anna di Valdieri, addì 23 agosto 1935-XIII

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI.

Visto, *il Guardasigilli*: SOLMI.

Registrato alla Corte dei conti, addì 7 settembre 1935 - Anno XIII
Atti del Governo, registro 364, foglio 35. — MANCINI.

REGIO DECRETO 17 agosto 1935-XIII, n. 1595.

Revisione dell'assegnazione e classificazione dei segretari comunali in base ai risultati ufficiali del VII censimento generale della popolazione del Regno.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visto l'art. 177 del testo unico della legge comunale e provinciale, approvato con R. decreto 3 marzo 1934, n. 383;

Udito il parere dell'Istituto centrale di statistica;

Sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato, Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'interno;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Entro il 31 dicembre 1935 sarà effettuata la revisione dell'assegnazione e classificazione dei segretari comunali, a termini della tabella *A* allegata al testo unico della legge comunale e provinciale, in base ai risultati ufficiali del VII censimento generale della popolazione del Regno effettuatosi il 21 aprile 1931.

La nuova classificazione sarà approvata con decreto del Ministro per l'interno per il ruolo nazionale e del prefetto della Provincia per ciascun ruolo provinciale, e sarà suscettibile di revisione ove siano accertate, da parte dell'Istituto centrale di statistica, irregolarità che modifichino i risultati suddetti.

Art. 2.

L'assegnazione del grado superiore che i Comuni abbiano ottenuto in base all'art. 3, comma 3°, del R. decreto-legge 17 agosto 1928, n. 1953, e 176, comma 3°, del testo unico della legge comunale e provinciale, resta assorbita dalla elevazione di grado che i Comuni stessi eventualmente conseguano ai sensi dell'articolo precedente in base ai risultati del censimento generale del 1931.

Art. 3.

Per le domande di assegnazione al grado superiore che, dopo effettuata la revisione di cui all'art. 1, siano presentate dai Comuni dichiarati stazioni di cura, soggiorno o turismo, o che siano centri di notevole attività industriale o commerciale, l'accertamento del grado della loro efficienza dovrà essere dimostrato:

a) per le stazioni di cura, soggiorno o turismo con le cifre rappresentative del numero medio annuale, in rapporto alla popolazione residente, delle persone che affluiscono alle stazioni stesse a scopo di cura, di soggiorno o di turismo;

b) per i centri di notevole importanza industriale o commerciale con il numero complessivo delle persone addette alle imprese, in base alle risultanze dell'ultimo censimento industriale e commerciale, in rapporto alla popolazione residente.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a S. Anna di Valdieri, addì 17 agosto 1935-XIII

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI.

Visto, *il Guardasigilli*: SOLMI.

Registrato alla Corte dei conti, addì 7 settembre 1935 - Anno XIII
Atti del Governo, registro 364, foglio 26. — MANCINI.

REGIO DECRETO 28 agosto 1935-XIII, n. 1596.

Attribuzioni del Comando della Divisione navale dell'Africa Orientale.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Vista la legge 8 luglio 1926, n. 1178, sull'ordinamento della Regia marina e successive modificazioni;

Visto il R. decreto 28 aprile 1927 che approva il regolamento per il servizio a bordo delle Regie navi, e successive modificazioni;

Visto il R. decreto 29 aprile 1935, n. 877, che istituisce il Comando superiore della Regia marina in Africa Orientale,

Ritenuta la necessità di regolare le attribuzioni del Comando della Divisione navale dell'Africa Orientale;

Udito il Consiglio superiore di marina;

Sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato, Ministro Segretario di Stato per la marina;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Il Comando della Divisione navale dell'Africa Orientale esercita la sua azione di comando nel settore del Mar Rosso, del Golfo di Aden e dell'Oceano Indiano, alla diretta dipendenza del Ministero della marina.

Art. 2.

Il detto Comando mantiene con l'Alto Commissario per l'Africa Orientale le relazioni previste con le autorità coloniali e diplomatiche dall'art. 35 del regolamento per il servizio a bordo delle Regie navi.

Art. 3.

Il detto Comando, in caso di contingenze particolari di ordine coloniale, o di ostilità di qualsiasi specie, si mantiene a disposizione dell'Alto Commissario per l'Africa Orientale per l'eventuale impiego di forze che fosse riconosciuto urgente e non contrastante con le direttive ad esso impartite dal Ministero della marina.

Art. 4.

In caso di operazioni combinate con il Regio esercito e la Regia aeronautica, il Comando della detta Divisione navale prenderà gli opportuni accordi con l'Alto Commissario per l'Africa Orientale.

Art. 5.

Il Comando della Divisione navale dell'Africa Orientale mantiene col Comando superiore della Regia marina in Africa Orientale le relazioni prescritte dagli articoli 74 e 794 del regolamento per il servizio a bordo delle Regie navi richiedendo, ove occorra, al Comando stesso il temporaneo uso di mezzi mobili logistici per rifornimenti in luoghi lontani dalle basi.

Art. 6.

Il presente decreto ha vigore dal 1° settembre 1935-XIII.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Villazzano, addì 28 agosto 1935 - Anno XIII

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI.

Visto, *il Guardasigilli*: SOLMI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 9 settembre 1935 - Anno XIII
Atti del Governo, registro 364, foglio 46. — MANCINI.

REGIO DECRETO 18 marzo 1935-XIII, n. 1597.

Erezione in ente morale della « Società catanese per la protezione degli animali », con sede in Catania.

N. 1597. R. decreto 18 marzo 1935, col quale, sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro, Ministro Segretario di Stato per l'interno, viene eretta in ente morale la « Società catanese per la protezione degli animali », con sede in Catania e ne viene approvato lo statuto.

Visto, *il Guardasigilli*: SOLMI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 28 agosto 1935 - Anno XIII

REGIO DECRETO 27 giugno 1935-XIII, n. 1598.

Dichiarazione formale dei fini delle Confraternite del Purgatorio e del SS. Nome di Gesù, con sede in Grottaglie (Taranto).

N. 1598. R. decreto 27 giugno 1935, col quale, sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato, Ministro per l'interno, viene provveduto all'accertamento dello scopo prevalente di culto nei riguardi delle Confraternite del Purgatorio e del SS. Nome di Gesù, con sede in Grottaglie (Taranto).

Visto, *il Guardasigilli*: SOLMI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 28 agosto 1935 - Anno XIII

REGIO DECRETO 27 giugno 1935-XIII, n. 1599.

Dichiarazione formale dei fini dell'Arciconfraternita del Carmine, con sede in Ruvo di Puglia (Bari).

N. 1599. R. decreto 27 giugno 1935, col quale, sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato, Ministro per l'interno, viene provveduto all'accertamento dello scopo prevalente di culto nei riguardi dell'Arciconfraternita del Carmine, con sede in Ruvo di Puglia (Bari).

Visto, *il Guardasigilli*: SOLMI
Registrato alla Corte dei conti, addì 28 agosto 1935 - Anno XIII

REGIO DECRETO 16 luglio 1935-XIII, n. 1600.

Riconoscimento della personalità giuridica del Monastero della Visitazione di Brescia.

N. 1600. R. decreto 16 luglio 1935, col quale, sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato, Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica del Monastero della Visitazione di Brescia, e viene autorizzato il trasferimento, a favore del Monastero anzidetto, di immobili del complessivo valore di L. 150.000, da esso posseduti da epoca anteriore al Concordato con la Santa Sede, attualmente intestati a terzi.

Visto, *il Guardasigilli*: SOLMI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 31 agosto 1935 - Anno XIII

REGIO DECRETO 2 agosto 1935-XIII, n. 1601.
Erezione in ente morale della Fondazione « Scuola pratica di agricoltura Pasquale Cioffi », in frazione San Leonardo del comune di Salerno.

N. 1601. R. decreto 2 agosto 1935, col quale, sulla proposta del Ministro per l'educazione nazionale, viene eretta in ente morale la Fondazione « Pasquale Cioffi », in frazione San Leonardo del comune di Salerno, avente per fine l'istituzione di una Scuola pratica di agricoltura che dovrà attuare corsi per maestranze agrarie e ne viene approvato lo statuto.

Visto, *il Guardasigilli*: SOLMI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 7 settembre 1935 - Anno XIII

REGIO DECRETO 9 agosto 1935-XIII.
Dimissioni dalla carica dell'agente di cambio presso la Borsa valori di Milano, sig. Moizzi Ernesto.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visto il R. decreto in data 11 giugno 1925, col quale il sig. Moizzi Ernesto di Zeffirino venne nominato agente di cambio presso la Borsa valori di Milano;
Vista la domanda, in data 16 aprile 1935-XIII, con la quale il predetto agente di cambio ha rassegnato le dimissioni dalla carica;
Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per le finanze;
Abbiamo decretato e decretiamo:

Con effetto dal giorno 30 aprile 1935-XIII sono accettate le dimissioni rassegnate dal sig. Moizzi Ernesto di Zeffirino da agente di cambio presso la Borsa valori di Milano.

Il Ministro proponente è incaricato della esecuzione del presente decreto, che sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione.

Dato a S. Anna di Valdieri, addì 9 agosto 1935-XIII

VITTORIO EMANUELE.

DI REVEL.

Registrato alla Corte dei conti, addì 28 agosto 1935 - Anno XIII
Registro n. 8 Finanze, foglio n. 364. — GINI.

(3212)

DECRETO MINISTERIALE 9 agosto 1935-XIII.
Revoca dalla carica del rappresentante di agente di cambio presso la Borsa valori di Milano, sig. Gallino Lorenzo.

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visto il decreto Ministeriale 21 marzo 1930-VIII, n. 1692, col quale il sig. Gallino Lorenzo di Giulio venne nominato rappresentante alle grida del sig. Moizzi Ernesto di Zefferino, agente di cambio presso la Borsa valori di Milano;
Visto il Regio decreto di pari data del presente, con il quale sono state accettate le dimissioni dalla carica di agente di cambio prodotte dal sig. Moizzi Ernesto;

Decreta:

E' revocata la nomina del sig. Gallino Lorenzo da rappresentante alle grida del sig. Moizzi Ernesto, agente di cambio presso la Borsa valori di Milano.

Roma, addì 9 agosto 1935 - Anno XIII

Il Ministro: DI REVEL.

(3213)

DECRETO MINISTERIALE 31 agosto 1935-XIII.
Varianti ai decreti Ministeriali 6 aprile 1933, 25 luglio 1934 e 11 aprile 1935 recanti restrizioni all'esercizio venatorio in provincia di Roma.

IL MINISTRO PER L'AGRICOLTURA
E PER LE FORESTE

Visto l'art. 24 del testo unico delle leggi e decreti per la protezione della selvaggina e per l'esercizio della caccia, approvato con R. decreto 15 gennaio 1931, n. 117;
Visto il decreto Ministeriale 6 aprile 1933, con cui è stato disposto il divieto di caccia e uccellagione, sotto qualsiasi forma, fino a tutta l'annata venatoria 1933-34, nella zona di Muratella-Maccarese (Roma);
Visti i decreti Ministeriali 25 luglio 1934 e 11 aprile 1935, con i quali il suddetto divieto è stato prorogato rispettivamente per le annate venatorie 1934-35 e 1935-36;
Vista la nota del 22 agosto 1935 della Società anonima Bonifiche di Maccarese, con la quale la predetta Società chiede che nella suddetta zona venga permessa la caccia e la cattura del passero, onde evitare i rilevanti danni che tale specie di selvaggina produce alle colture agrarie;
Visto il certificato n. 338 del 24 agosto 1935, col quale il presidente della Cattedra ambulante di agricoltura di Roma dichiara che le vigne ed in genere tutte le colture della tenuta della Società « Maccarese » sono gravemente e continuamente danneggiate dall'azione distruttrice dei passeracei;
Ritenuta l'opportunità di permettere la caccia al passero, allo scopo di proteggere le colture agrarie nella zona di cui trattasi;

Decreta:

In deroga a quanto è stato disposto con i decreti Ministeriali 6 aprile 1933, 25 luglio 1934 e 11 aprile 1935, nella zona di Muratella-Maccarese (Roma), la caccia e l'uccellagione del passero è permessa fino al 31 dicembre 1935-XIV.

Il presente decreto verrà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma, addì 31 agosto 1935 - Anno XIII

Il Ministro: ROSSONI.

(3232)

DECRETO MINISTERIALE 6 settembre 1935-XIII.
Nomina del sig. Ascenso Giacomo a rappresentante di agente di cambio presso la Borsa valori di Genova.

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Vista la domanda con la quale il sig. Ascenso Pietro fu Giacomo, agente di cambio presso la Borsa valori di Genova, ha chiesto la nomina a suo rappresentante alle grida del sig. Ascenso Giacomo fu Giacomo;

Visto il relativo atto 10 giugno 1935-XIII, per notaio Bermond dott. Augusto di Genova;

Visti i pareri favorevoli del Consiglio provinciale dell'economia corporativa, della Deputazione di borsa e del Comitato direttivo degli agenti di cambio;

Visti i Regi decreti-legge 7 marzo 1925, n. 222, e 9 aprile 1925, n. 375;

Decreta:

Il sig. Ascenso Giacomo fu Giacomo è nominato rappresentante del sig. Ascenso Pietro fu Giacomo, agente di cambio presso la Borsa valori di Genova.

Roma, addì 6 settembre 1935 - Anno XIII

Il Ministro: DI REVEL.

(3214)

DECRETO MINISTERIALE 20 agosto 1935-XIII.
Nomina di un membro della Commissione consultiva per i nuovi impianti industriali.

IL CAPO DEL GOVERNO
PRIMO MINISTRO SEGRETARIO DI STATO
MINISTRO PER LE CORPORAZIONI

Vista la legge 12 gennaio 1933, n. 141, che delega al Governo i poteri per sottoporre ad autorizzazione i nuovi impianti industriali nonchè l'ampliamento di stabilimenti industriali;

Visto il R. decreto 15 maggio 1933, n. 590, contenente le norme di attuazione della legge 12 gennaio 1933, n. 141;

Visto il decreto Ministeriale 18 luglio 1933, col quale fu costituita la Commissione consultiva per i nuovi impianti industriali;

Vista la lettera in data 28 maggio c. a. con la quale la Confederazione degli industriali ha designato, quale proprio rappresentante in seno alla Commissione suddetta, il comm. dott. Francesco Coppola d'Anna in sostituzione del gr. uff. Felice Guarneri;

Decreta:

A decorrere dal 28 maggio c. a., a far parte della Commissione consultiva di cui all'art. 5 del R. decreto 15 maggio 1933, n. 590, è chiamato, in sostituzione del gr. uff. Felice Guarneri, il comm. dott. Francesco Coppola d'Anna, quale rappresentante della Confederazione fascista degli industriali.

Roma, addì 20 agosto 1935 - Anno XIII

Il Ministro: MUSSOLINI.

(3215)

DECRETO MINISTERIALE 3 settembre 1935-XIII.
Revoca dell'autorizzazione concessa alla Cassa agraria cooperativa « La Combattenti » di Paternò per l'esercizio del credito agrario.

IL MINISTRO PER L'AGRICOLTURA
E PER LE FORESTE

Visto il R. decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509, che reca provvedimenti circa l'ordinamento del credito agrario nel Regno, convertito in legge, con modificazioni, con la legge 5 luglio 1928, n. 1760, e modificato con il R. decreto-legge 29 luglio 1928, n. 2085, convertito in legge con la legge 20 dicembre 1928, n. 3130;

Visto l'art. 47, 3° comma, delle norme regolamentari per l'esecuzione del precitato R. decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509, approvato con decreto interministeriale del 23 gennaio 1928, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 2 febbraio successivo, n. 27, e modificate con decreti interministeriali del 18 giugno 1928 e del 10 maggio 1930, pubblicati, rispettivamente, nella *Gazzetta Ufficiale* del 4 luglio 1928, n. 154, e del 14 giugno 1930, n. 139;

Ritenuto che la Cassa agraria cooperativa « La Combattenti » di Paternò fu autorizzata a compiere le operazioni di credito agrario d'esercizio previste dall'art. 2 del R. decreto-legge predetto, nel territorio dei comuni di Paternò, S. Maria di Licodia e Belpasso, quale ente intermedio della Sezione di credito agrario del Banco di Sicilia, con provvedimento della Sezione medesima dell'11 gennaio 1930, ai sensi dell'art. 33 delle norme regolamentari sopra menzionate;

Veduta la proposta formulata dalla Sezione predetta, con lettera n. 8612, del 19 agosto 1935-XIII;

Decreta:

È revocata l'autorizzazione all'esercizio del credito agrario già concessa alla Cassa agraria cooperativa « La Combattenti » di Paternò (Catania).

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma, addì 3 settembre 1935 - Anno XIII

Il Ministro: ROSSONI.

(3218)

DECRETI PREFETTIZI:
Riduzione di cognomi nella forma italiana.

N. 610 R.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la restituzione del cognome in forma italiana presentata dal signor Thalmann Paolo;

Veduti gli art. 1 e 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di S. Candido e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;

Decreta:

Al signor Thalmann Paolo fu Giuseppe e di Schneider Maria, nato a S. Candido il 27 giugno 1903, è accordata la restituzione del cognome in forma italiana da Thalmann in « Valli »;

Con la presente determinazione viene restituito il cognome in forma italiana anche alla moglie Ortler Anna di Paolo.

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini

del n. 6, comma terzo ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni ministeriali anzidette.

Roma, addì 28 aprile 1935 - Anno XIII

Il prefetto: MASTROMATTEI.

(2076)

N. 1136 R

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la restituzione del cognome in forma italiana presentata dalla signora Pitschieler Stefania;

Veduti gli art. 1 e 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di Castelrotto e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;

Decreta:

Alla signora Pitschieler Stefania di Giuseppe e di Linder Barbara, nata a Castelrotto il 2 dicembre 1898, è accordata la restituzione del cognome in forma italiana da Pitschieler in « Piccini ».

Con la presente determinazione viene restituito il cognome in forma italiana anche alla figlia Frida.

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessata a termini del n. 6, comma terzo ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni ministeriali anzidette.

Roma, addì 28 aprile 1935 - Anno XIII

Il prefetto: MASTROMATTEI.

(2077)

N. 1084 R.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la restituzione del cognome in forma italiana presentata dalla signora Obescer Rosa;

Veduti gli art. 1 e 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di Funes e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizione;

Decreta:

Alla signora Obescer Rosa di Paolo e di Maria Irsara, nata a Funes il 21 marzo 1908, è accordata la restituzione del cognome in forma italiana da Obescer in « Obessi ».

Con la presente determinazione viene restituito il cognome in forma italiana anche alla figlia Ottilia.

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessata a termini del n. 6, comma terzo ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni ministeriali anzidette.

Roma, addì 28 aprile 1935 - Anno XIII

Il prefetto: MASTROMATTEI.

(2078)

N. 1067 R.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la restituzione del cognome in forma italiana presentata dal signor Gostner Angelo;

Veduti gli art. 1 e 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di S. Andrea in Monte e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;

Decreta:

Al signor Gostner Angelo di Antonio e di Clara Giuliana, nato a S. Andrea in Monte il 25 dicembre 1903, è accordata la restituzione del cognome in forma italiana da Gostner in « Gosti »;

Con la presente determinazione viene restituito il cognome in forma italiana anche alla moglie Nussbaumer Edvige di Tomaso ed al figlio Goffredo.

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 6, comma terzo ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni ministeriali anzidette.

Roma, addì 28 aprile 1935 - Anno XIII

Il prefetto: MASTROMATTEI.

(2079)

N. 1108.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la restituzione del cognome in forma italiana presentata dalla signora Seeber Giovanna;

Veduti gli art. 1 e 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;

Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di Gais e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;

Decreta:

Alla signora Seeber Giovanna di Tomaso e di Niederwanger Caterina, nata a Gais il 15 dicembre 1907, è accordata la restituzione del cognome in forma italiana da Seeber in « Delago ».

Con la presente determinazione viene restituito il cognome in forma italiana anche al figlio Ermanno Luigi.

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessata a termini del n. 6, comma terzo ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni ministeriali anzidette.

Roma, addì 28 aprile 1935 - Anno XIII

Il prefetto: MASTROMATTEI.

(2080)

N. 599 R.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la restituzione del cognome in forma italiana presentata dal signor Koch Giuseppe;
Veduti gli art. 1 e 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;
Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di Glorenza e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;

Decreta:

Al signor Koch Giuseppe fu Giuseppe e fu Winckler Maria, nato a Glorenza il 7 ottobre 1895, è accordata la restituzione del cognome in forma italiana da Koch in « Cuoco ».
Con la presente determinazione viene restituito il cognome in forma italiana anche alla moglie Larcher Amalia fu Biagio ed ai figli Massimiliano, Giuseppe, Maria, Carlo, Leone e Riccardo.

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 6, comma terzo ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni ministeriali anzidette.

Roma, addì 28 aprile 1935 - Anno XIII.

Il prefetto: MASTROMATTEI.

(2081)

N. 1143 R.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la restituzione del cognome in forma italiana presentata dalla signora Grossrubatscher Angelina;
Veduti gli art. 1 e 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;
Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di Castelrotto e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;

Decreta:

Alla signora Grossrubatscher Angelina di Romano e di Wanker Angelina, nata a Castelrotto il 25 febbraio 1906, è accordata la restituzione del cognome in forma italiana da Grossrubatscher in « Granruaz ».
Con la presente determinazione viene restituito il cognome in forma italiana anche alla figlia Ada.

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 6, comma terzo, ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni ministeriali anzidette.

Roma, addì 28 aprile 1935 - Anno XIII.

Il prefetto: MASTROMATTEI.

(2082)

N. 629 R.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI BOLZANO

Veduta la domanda per la restituzione del cognome in forma italiana presentata dal signor Fronthaler Luigi;
Veduti gli art. 1 e 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per l'esecuzione del R. decreto-legge anzidetto;
Ritenuto che la predetta domanda è stata affissa per la durata di un mese all'albo pretorio del comune di S. Candido e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;

Decreta:

Al signor Fronthaler Luigi di Caterina, nato a S. Candido il 7 agosto 1903, è accordata la restituzione del cognome in forma italiana da Fronthaler in « Frontini ».

Il presente decreto, a cura del podestà del Comune di attuale residenza, sarà notificato all'interessato a termini del n. 6, comma terzo, ed avrà ogni altra esecuzione nei modi e per gli effetti di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni ministeriali anzidette.

Roma, addì 28 aprile 1935 - Anno XIII

Il prefetto: MASTROMATTEI.

(2083)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELL'INTERNO

Autorizzazione alla libera vendita dell'acqua minerale « Filette ».

Con decreto del Ministero dell'interno n. 198 del 15 maggio 1935-XIII, il signor Spaziani fu Giovanni è autorizzato a mettere in libera vendita ad uso di bevanda sotto il nome di « La Filette » l'acqua minerale naturale nazionale che sgorga dalla sorgente omonima in Guarcino e di cui il predetto signor Spaziani è concessionario.
L'acqua sarà messa in vendita in bottiglie della forma e volume comunemente in uso per le acque minerali.
Le bottiglie saranno contrassegnate con etichette aventi le dimensioni di mm. 158 per mm. 299 su carta bianca.
La superficie di scrittura è delimitata da una inquadratura lineare nera in uno spazio rettangolare di mm. 215 per mm. 105.
Fuori quadro superiormente alla detta inquadratura si leggono da sinistra a destra le seguenti diciture: « Acqua minerale alcalina, antilitica, digestiva, diuretica »; al centro « Filette » e poi nuovamente le parole riportate a sinistra.
Lo spazio rettangolare è diviso nel senso dell'altezza in tre sottospazi: in quello di sinistra sono contenute alcune notizie sulla sorgente e sulle proprietà terapeutiche dell'acqua, la data ed il numero del decreto di autorizzazione del Ministero e la dicitura « addizionata di gas acido carbonico ». Nel centro è riportata una riproduzione fotografica del luogo dove esiste la sorgente e nello spazio di destra i risultati dell'analisi chimica e batteriologica.
Fuori quadro a destra si legge la dicitura « bottiglia e tappo sterilizzato » e in basso al centro il nome del concessionario. Il tutto conforme all'esemplare allegato al decreto.
La libera vendita dell'acqua sarà consentita soltanto quando l'interessato avrà provveduto alla costruzione del nuovo stabilimento di imbottigliamento che dovrà essere in efficienza entro tre mesi dalla data di comunicazione all'interessato del decreto e previo il parere favorevole del medico provinciale di Frosinone.

(3230)

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 192.

Media dei cambi e dei titoli

del 9 settembre 1935-XIII.

Stati Uniti America (Dollaro)	12,275
Inghilterra (Sterlina)	60,68
Francia (Franco)	80,70
Svizzera (Franco)	398,50
Argentina (Peso carta)	3,29
Belgio (Belga)	2,06
Canadà (Dollaro)	12,23
Cecoslovacchia (Corona)	50,77
Danimarca (Corona)	2,71
Germania (Reichsmark)	4,9067
Grecia (Dracma)	11,50
Norvegia (Corona)	3,0021
Olanda (Fiorino)	8,2781
Polonia (Zloty)	232 —
Spagna (Peseta)	167,72
Svezia (Corona)	3,0793
Rendita 3,50 % (1906)	70,225
Id. 3,50 % (1902)	68,125
Id. 3 % lordo	52,575
Prestito redimibil 3,50 % 1934	66,975
Obbligazioni Venezie 3,50 %	82,625
Buoni novennali 5 % Scadenza 1940	94,325
Id. id. 5 % id. 1941	94,325
Id. id. 4 % id. 15 febbraio 1943	83,45
Id. id. 4 % id. 15 dicembre 1943	83,65

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Avviso di rettifica.

A pag. 4218 della *Gazzetta Ufficiale* n. 197 del 24 agosto 1935, nell'avviso n. 18, l'importo della 2ª cedola smarrita da L. 420 va rettificata in L. 440.

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Avviso di rettifica.

Si rende noto che la data del Regio decreto relativo alla « ripartizione delle quote di contributo nelle spese per il porto di Genova » pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 157 dell'8 agosto 1935-XIII, erroneamente indicata — tanto nel sommario quanto nel titolo — *in 3 giugno 1934-XII*, va rettificata *in 3 giugno 1935-XIII*.

(3240)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Comuni fillosserati.

Si comunica che, essendosi accertata la presenza della fillossera nel territorio dei comuni di Avezzano, Cerchio e Pescina, in provincia di Aquila, con decreto in data 31 agosto 1935-XIII sono estese ai territori dei detti Comuni le norme contenute nell'art. 6 della legge 18 giugno 1931, n. 987, e negli articoli 15 e 19 del relativo regolamento approvato con R. decreto 20 ottobre 1933, n. 1700.

(3241)

CONCORSI

MINISTERO DELLE CORPORAZIONI

Concorso a dieci posti di ispettore metrico aggiunto.

IL CAPO DEL GOVERNO
PRIMO MINISTRO SEGRETARIO DI STATO
MINISTRO PER LE CORPORAZIONI

Visti il R. decreto 11 novembre 1923, n. 2395, ed il R. decreto 30 dicembre 1923, n. 2960, e successive aggiunte e modificazioni;

Vista la legge 21 agosto 1921, n. 1312, e successive aggiunte riguardanti i provvedimenti a favore degli invalidi di guerra o per la causa nazionale.

Visto il R decreto-legge 3 gennaio 1926, n. 48, riguardante provvedimenti a favore degli ex combattenti;

Visto il R. decreto-legge 13 dicembre 1933, n 1706, riguardante i provvedimenti a favore degli iscritti ai Fasci di combattimento anteriormente al 28 ottobre 1922.

Visto il R decreto-legge 28 novembre 1933, n. 1554, relativo all'assunzione delle donne nei pubblici impieghi;

Visto il R decreto-legge 28 settembre 1934, n. 1587, relativo ai requisiti da possedersi dagli aspiranti ai pubblici impieghi;

Visto il regolamento per il servizio metrico approvato con Regio decreto 31 gennaio 1909, n. 242, e successive modificazioni (articolo 25);

Visto il R. decreto 10 gennaio 1935-XIII, n. 74, modificante il ruolo organico dell'Amministrazione metrica e del saggio dei metalli preziosi;

Viste le note 10 giugno 1935, n. 1554, dell'on. Presidenza del Consiglio dei Ministri, e 8 maggio 1935-XIII, n. 106427, del Ministero delle finanze, con le quali si autorizza a bandire il presente concorso con la procedura di urgenza prevista dall'art. 2 del decreto Presidenziale 16 giugno 1932-X;

Decreta:

Art. 1.

È indetto un concorso, per esami, a dieci posti di ispettore metrico aggiunto in prova nell'Amministrazione metrica e del saggio dei metalli preziosi (gruppo *B*, grado 11°).

Art. 2.

Coloro che intendono partecipare al concorso debbono essere in possesso di uno dei seguenti titoli di studio:

1) diploma di Regio istituto industriale o di ex Regio istituto industriale di 3° grado.

2) diploma di maturità classica o scientifica;

3) diploma di abilitazione tecnica in agrimensura od in ragioneria.

4) diploma di abilitazione magistrale;

5) diploma di Regio istituto nautico;

6) diploma di licenza di Regia scuola mineraria;

7) diploma di abilitazione conseguito nei Regi istituti commerciali e pareggiati;

8) licenza delle Regie scuole agrarie medie.

Non sono ammessi titoli di studio equipollenti, salvo quelli riconosciuti corrispondenti ai suindicati, rilasciati dalle Scuole del cessato Regime austro-ungarico. Sono ritenuti validi anche i diplomi di licenza di Istituto, sezioni fisico-matematica, ragioneria ed agrimensura, conseguiti ai sensi degli ordinamenti scolastici precedenti a quelli attuali.

Art. 3.

Le domande di ammissione al concorso, con l'indicazione precisa del proprio recapito, dovranno essere redatte su carta bollata da L. 6 e dirette al Ministero delle corporazioni (Direzione generale del commercio, Divisione metrica) cui dovranno pervenire entro il termine di 90 giorni dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Art. 4.

A corredo delle domande dovranno essere prodotti i seguenti documenti:

1) estratto dell'atto di nascita, su carta legale, dal quale risulti che l'aspirante sia di sesso maschile, e, alla data del presente decreto, abbia compiuto il 18° anno e non oltrepassato il 30° anno di età. Quest'ultimo limite è elevato a 34 anni per coloro che risultino regolarmente iscritti ai Fasci di combattimento, senza interruzione, da data anteriore al 28 ottobre 1922; a 35 anni per coloro che abbiano prestato servizio militare durante la guerra 1915-1918; a 39 anni per i decorati al valor militare, per gli invalidi di guerra, per gli invalidi per la causa fascista, nonchè per coloro che risultino regolarmente iscritti ai Fasci di combattimento, senza interruzione, da data anteriore al 28 ottobre 1922, e che abbiano pure prestato servizio militare durante la guerra 1915-1918; a 43 anni per coloro che risultino regolarmente iscritti ai Fasci di combattimento, senza interruzione, da data anteriore al 28 ottobre 1922 e che siano pure decorati al valor militare, o invalidi di guerra o invalidi per la causa fascista.

Per gli aspiranti che siano impiegati di ruolo in servizio dello Stato, si prescinde dal limite massimo di età;

2) diploma originale o copia autentica del titolo di studio di cui all'art. 2;

3) certificato di cittadinanza italiana, o di godimento dei diritti politici, rilasciato dal podestà del Comune di origine.

Agli effetti del presente decreto, sono equiparati a cittadini dello Stato gli italiani non regnicoli e coloro per i quali tale equiparazione sia riconosciuta in virtù di decreto Reale. Gli italiani non regnicoli sono dispensati dal presentare detto certificato;

4) certificato generale negativo del casellario giudiziario;

5) certificato di buona condotta morale, civile e politica, da rilasciarsi dal podestà del Comune ove l'aspirante risiede abitualmente;

6) certificato medico, rilasciato a spese dell'interessato, da un ospedale militare del Regno, comprovante che il concorrente possiede le condizioni fisiche prescritte dall'allegato 2 al presente decreto.

Gli invalidi di guerra o minorati per la causa nazionale produrranno, in luogo del certificato di cui sopra, il certificato da rilasciarsi dalla autorità sanitaria, di cui all'art. 14, n. 3, del R. decreto 28 gennaio 1922, n. 92, nella forma prescritta dal successivo art. 15.

Detto certificato dovrà contenere la dichiarazione che il candidato è fisicamente idoneo al servizio metrico, giusta le norme di cui all'allegato n. 2 del presente decreto.

Al certificato medico sarà applicata, in ogni caso, la fotografia dell'aspirante, munita della sua firma per esteso, contrassegnata dalla firma del direttore dell'ospedale o dell'ufficiale sanitario e del timbro del competente ufficio, impresso parte sulla fotografia e parte sul certificato.

L'Amministrazione si riserva di sottoporre i candidati alla visita medica collegiale militare e di escludere dal concorso coloro che non risultino idonei al servizio metrico;

7) foglio di congedo illimitato ovvero certificato di esito di leva o di iscrizione nella lista di leva.

I candidati ex combattenti od invalidi produrranno copia dello stato di servizio militare o del foglio matricolare, annotati dalle benemerenze di guerra.

Gli orfani di guerra, gli invalidi per la causa nazionale, i figli degli invalidi di guerra devono dimostrare la loro qualità, mediante certificato del podestà del Comune in cui essi hanno il domicilio e l'abituale residenza, debitamente legalizzato, ove occorra;

8) stato di famiglia, rilasciato dal podestà del Comune ove il candidato ha il suo domicilio. Tale documento dovrà essere prodotto solo dai candidati ammogliati con o senza prole e dai vedovi con prole;

9) fotografia del candidato, in armonia con la legge sul bollo, con la sua firma da autenticarsi dal podestà o da un notaio, quando il candidato non sia provvisto del libretto ferroviario;

10) certificato, in data non anteriore a quella del presente decreto, da rilasciarsi, su carta legale da L. 4, dal segretario della Federazione dei Fasci di combattimento della provincia in cui ha domicilio il concorrente, dal quale risulti l'appartenenza ai Fasci di combattimento, o ai Gruppi universitari fascisti, o ai Fasci giovanili, nonchè l'anno, il mese e il giorno dell'iscrizione. Sono dispensati dal presentare questo certificato i mutilati e gli invalidi di guerra.

Qualora il candidato appartenga ai Fasci di combattimento, da data anteriore al 28 ottobre 1922, dovrà darne dimostrazione con certificato da rilasciarsi personalmente dal segretario della Federazione dei Fasci di combattimento presso la quale è iscritto.

Detto certificato deve contenere, oltre all'anno, mese e giorno della effettiva iscrizione ai Fasci di combattimento, l'attestazione che l'iscrizione stessa continua ed è stata ininterrotta.

Il certificato deve essere vistato dal Segretario, o dal Segretario amministrativo ovvero da uno dei due Vice Segretari del Partito Nazionale Fascista.

Per gli italiani non regnicoli il certificato deve essere firmato dal Segretario generale o da uno degli Ispettori centrali dei Fasci all'estero.

Il certificato generale penale dovrà essere legalizzato dal competente procuratore del Re, quello di nascita e cittadinanza dal presidente del Tribunale o dal pretore del Mandamento nella cui giurisdizione si trova il Comune dal quale gli atti provengono, quello di buona condotta dal prefetto.

La legalizzazione della firma non è richiesta per i certificati rilasciati o vidimati dal Governatorato di Roma.

I certificati di cui ai numeri 3, 4, 5 e 6 del presente articolo, dovranno essere in data non anteriore ai tre mesi da quella del presente decreto.

I candidati che già appartengano alle Amministrazioni statali, come impiegati di ruolo, possono limitarsi a produrre i documenti di cui ai numeri 2, 6, 7 e 9 insieme a copia dello stato di servizio rilasciata ed autenticata dai superiori gerarchici.

I candidati che si trovino sotto le armi per obbligo di leva, possono esibire, in luogo dei documenti di cui ai numeri 3 e 5, un certificato, rilasciato su carta da bollo da L. 4 dal comandante del Corpo al quale appartengono, comprovante la loro buona condotta.

Art. 5.

Tutti i documenti prescritti debbono essere allegati alla domanda ed indicati, secondo l'ordine di cui all'art. 4, in elenco a parte in doppio esemplare.

Non sono ammessi al concorso i candidati che faranno pervenire le domande ed i documenti oltre il termine prescritto o li invieranno non completi od irregolari.

Non si ammettono riferimenti a documenti presentati ad altre Amministrazioni, ad eccezione del titolo originale di studio.

In tale caso sarà sufficiente esibire un certificato di ottenuto diploma, rilasciato dall'Amministrazione presso la quale trovasi depositato il certificato medesimo.

L'ammissione al concorso può essere negata con decreto Ministeriale non motivato ed insindacabile.

Art. 6.

L'esame di concorso, secondo il programma allegato al presente decreto (allegato n. 1), consisterà.

1° Nelle prove scritte delle seguenti materie:

a) lettere italiane;
b) matematica;
c) fisica;
d) chimica.

2° In una prova orale delle materie di cui alle lettere *b*), *c*) e *d*), nonchè di elementi di diritto corporativo.

Gli esami scritti avranno luogo in Roma nei giorni da stabilirsi con successivo provvedimento, nei locali che verranno, a suo tempo, indicati agli ammessi al concorso. La prova orale avrà luogo pure in Roma, nei giorni e nel luogo che saranno all'uopo fissati.

Per i viaggi e per il soggiorno nella sede degli esami, non spetta ai candidati indennità alcuna.

Ai candidati ammessi alla prova orale sarà dato tempestivo avviso del giorno in cui avrà luogo detta prova.

Art. 7.

Per lo svolgimento delle prove d'esame saranno osservate le norme degli articoli 35 al 38 del R. decreto 30 dicembre 1923, n. 2960, per lo stato giuridico degli impiegati civili dello Stato.

Gli esami scritti potranno durare sei ore al massimo; i candidati non potranno consultare che le tavole dei logaritmi, durante gli esami di matematica.

L'esame orale avrà la durata massima di un'ora per ciascun candidato.

Art. 8.

Sugli esami giudicherà una Commissione, che sarà nominata con apposito decreto Ministeriale.

Le funzioni di segretario della Commissione saranno affidate ad un funzionario di grado non inferiore all'8°, nominato dal Ministero con il predetto decreto.

Saranno ammessi alla prova orale i candidati che riporteranno una media di almeno sette decimi nelle prove scritte e non meno di sei decimi in ciascuna di esse.

Nella prova orale i candidati dovranno conseguire almeno la votazione di sei decimi.

La votazione complessiva sarà stabilita dalla somma della media dei punti riportati nelle prove scritte e del punto ottenuto nella prova orale.

La graduatoria dei vincitori del concorso sarà fornita secondo l'ordine dei punti ottenuti nella votazione complessiva, e sarà approvata con decreto Ministeriale.

Salvo l'applicazione di quanto è stabilito dagli articoli: 8 della legge 21 agosto 1921, n. 1312; 56 della legge 26 luglio 1929, n. 1397; 1 della legge 12 giugno 1931, n. 777; 8 del R. decreto-legge 13 dicembre 1933, n. 1706, per la ripartizione dei posti, i posti stessi saranno conferiti secondo l'ordine della graduatoria e con l'osservanza del disposto dell'art. 1 del R. decreto-legge 5 luglio 1934, n. 1176.

I concorrenti che abbiano superati gli esami e che eccedano il numero dei posti messi a concorso non acquisteranno alcun diritto a coprire i posti vacanti oltre quelli messi a concorso.

Art. 9.

I vincitori del concorso sono nominati, per decreto Ministeriale, ispettori metrici aggiunti in prova, e compiono, secondo i termini e l'ordine che saranno stabiliti dal Ministero, il periodo di prova in parte con il tirocinio teorico-pratico presso l'Ufficio centrale metrico e dei saggi in Roma, e in parte presso gli Uffici metrici provinciali, che saranno designati per ognuno di essi, insindacabilmente dal Ministero.

Ai suddetti compete il rimborso delle sole spese personali di viaggio in seconda classe per raggiungere la sede di Roma, ove dovranno compiere il tirocinio teorico-pratico, o per raggiungere le sedi degli Uffici provinciali designati per il periodo di prova. Compete loro inoltre l'assegno lordo di L. 700 mensili e l'aggiunta di famiglia, in quanto ne abbiano diritto, secondo le vigenti disposizioni; il tutto soggetto alle riduzioni di cui ai Regi decreti-legge 20 novembre 1930, n. 1491, e 14 aprile 1934, n. 561.

Quelli provenienti da altre Amministrazioni statali conservano il trattamento stabilito dall'ultimo comma dell'art. 1 del R. decreto 10 gennaio 1926, n. 46.

I candidati che per soddisfare agli obblighi militari non possono frequentare il tirocinio teorico-pratico presso l'Ufficio centrale metrico e dei saggi di Roma, potranno frequentare lo stesso tirocinio in un corso successivo.

Art. 10.

Con decreto Ministeriale sarà nominata la Commissione per gli esami di idoneità di cui agli articoli 12, 13 e 14.

Art. 11.

Gli insegnanti delle varie materie da svolgersi durante il tirocinio teorico-pratico, terranno ciascuno un registro dal quale risultino le classificazioni riportate da ogni tirocinante nelle prove a cui dagli stessi sarà sottoposto.

Alla fine di ciascun bimestre ogni insegnante farà la media dei punti di merito assegnati ad ogni tirocinante durante il bimestre stesso.

Il direttore dell'Ufficio centrale metrico comunicherà al Ministero, entro la prima decade del mese successivo, le medie bimestrali con apposito prospetto firmato dai singoli insegnanti.

Per la condotta l'assegnazione dei punti sarà mensile e mensilmente comunicata al Ministero.

I concorrenti che riportino in uno dei mesi meno di nove punti nella condotta decadono dal diritto di proseguire il tirocinio.

Una Commissione composta dagli insegnanti delle materie nelle quali i tirocinanti si fossero dimostrati insufficienti e da due membri delegati dal Ministero, sottoporrà, al termine del bimestre, ad una prova speciale sulle materie insegnate, quei tirocinanti che non avessero ottenuto nella classificazione la sufficienza espressa in sei punti di profitto per ogni materia.

I tirocinanti i quali in dette prove non riportassero almeno sei punti decadono dal diritto di proseguire il tirocinio.

Art. 12.

Alla fine del periodo complessivo di prova, o, a giudizio del Ministero alla fine del corso di tirocinio teorico-pratico, gli ispettori metrici aggiunti in prova dovranno superare un esame sulle materie loro insegnate in base ai programmi relativi.

Agli esami saranno ammessi coloro che avranno dato prova di assiduità, capacità e profitto. Di essi, quelli che, in base all'esito dell'esame ed al servizio di prova prestato, risultassero idonei alla ammissione in carriera, conseguiranno la nomina di ispettore metrico aggiunto.

Per gli altri il Ministero potrà prolungare di sei mesi il tirocinio per un secondo giudizio definitivo, previa anche la ripetizione degli esami in cui eventualmente non avessero ottenuto la idoneità.

Art. 13.

Il punto minimo per il conseguimento dell'idoneità, nelle prove di cui all'articolo precedente, sia in quelle scritte che nelle pratiche e nelle orali, è di sette decimi.

Per la graduatoria dei candidati sarà però adottata la media tra ognuno di tali punti e quella dei punti ottenuti, nei singoli bimestri, nelle corrispondenti materie.

Art. 14.

La nomina ai posti di ispettore metrico aggiunto sarà effettuata secondo l'ordine della graduatoria, di cui all'articolo precedente, e con l'osservanza delle norme contenute nell'art. 21 del R. decreto 11 novembre 1923, n. 2395.

In applicazione dell'art. 1 della legge 6 giugno 1929, n. 1024, a parità di merito, dovranno essere preferiti i coniugati con prole a quelli senza prole, e quest'ultimi a quelli non coniugati.

Restano ferme le disposizioni dell'art. 8 della legge 21 agosto 1921, n. 1312, e relative estensioni, e dell'art. 13 del R. decreto 3 gennaio 1926, n. 48, a favore degli invalidi di guerra e degli ex combattenti.

Art. 15.

Gli ispettori metrici aggiunti in prova e gli ispettori metrici aggiunti, che non raggiungano nei termini stabiliti le residenze loro assegnate dal Ministero, si intenderanno dimissionari.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti.

Roma, addì 7 agosto 1935 - Anno XIII

p. *Il Ministro*: LANTINI.

ALLEGATO N. 1.

PROGRAMMA DI ESAMI.

A) *Lettere italiane.* — Tema di cultura generale, che dia modo al concorrente di dimostrare un sufficiente corredo di cognizioni, ed una corretta forma di scrivere in lingua italiana.

B) *Matematica.* — Calcolo dei numeri complessi - Potenza e radici dei numeri e delle espressioni algebriche - Estrazione della radice quadrata - Equazioni di 1° grado ad una o più incognite - Equazione di 2° grado ad un'incognita - Equazioni trinomie riducibili ad equazioni di 2° grado - Sistemi di grado superiore al primo - Progressioni - Logaritmi - Applicazione dei logaritmi al calcolo numerico - Equazioni esponenziali - Eguaglianza e similitudine dei triangoli - Proprietà del circolo - Area delle figure piane - Rette e piani nello spazio - Angoli diedro e triedro e loro misura - Superficie e volume di un prisma, d'una piramide, di un cilindro, di un cono, di una sfera e delle sue parti - Equivalenza dei corpi solidi - Linee goniometriche e loro variazioni - Relazione fra le linee goniometriche di uno stesso arco - Risoluzione dei triangoli piani - Applicazione dei logaritmi nella risoluzione dei triangoli piani - Formule per calcolare l'area di un triangolo qualunque - Facili equazioni trigonometriche.

Problemi relativi alle teorie precedenti.

C) *Fisica.* — 1) Proprietà generali della materia - Fenomeni fisici - Rappresentazioni grafiche;

2) *Meccanica*:

Cinematica: Moto e quiete - Traiettorie - Moto uniforme e moto vario - Moto uniformemente vario - Moto periodico (circolare, oscillatorio) - Composizione dei movimenti.

Statica: Concetto di forza - Equilibrio - Unità statica di forza - Composizione delle forze - Scomposizione di una forza in due complanari - Momento di una forza rispetto ad un punto - Composizione delle forze parallele - Coppie - Composizione di più forze applicate comunque ai punti di un corpo rigido - Composizione di più forze parallele - Centro di gravità - Equilibrio dei corpi pesanti sospesi per un punto - Varie specie di equilibrio - Equilibrio dei corpi pesanti appoggiati su di un piano - Equilibrio di un corpo girevole intorno ad un asse - Equilibrio statico di meccanismi semplici; leva, puleggia, asse nella ruota, piano inclinato, cuneo, vite - Bilancia: condizioni di stabilità, esattezza e sensibilità - Stadera.

Dinamica: Principio d'inerzia - Resistenze passive - Proporzionalità tra forza ed accelerazione - Massa - Unità dinamica della forza - Impulso e quantità di moto - Azione e reazione - Forza centripeta e forza centrifuga - Principio dell'indipendenza delle azioni simultanee - Caduta dei gravi liberi - Moto dei gravi sul piano inclinato - Il pendolo e le sue leggi - Pendolo geodetico - Misura di g. - Lavoro - Forza viva - Principio della conservazione dell'energia - Potenza - Unità di lavoro - Elasticità dei solidi.

Meccanica dei fluidi:

Idrostatica: Concetto di pressione e principio di Pascal - La pressione nei liquidi pesanti - Unità di pressione - Principio di Archimede - Applicazioni del principio di Archimede - Vasi comunicanti - Capillarità.

Aerostatica: Principi generali dell'aerostatica - Pressione atmosferica - Variazioni della pressione atmosferica - Barometri e manometri - La legge di Boyle - La legge di Dalton.

Moto dei liquidi e dei gas: Movimenti dei liquidi - Pompe - Resistenza dell'aria - Cenno sulla navigazione aerea.

Calore: Nozioni di temperatura - Termometri e scale termometriche - Termometri a massima e a minima - Quantità di calore e caloria - Calore specifico e capacità termica - Cenno sui calorimetri - Legge di Dulong e Petit.

Propagazione del calore: conduzione, convenzione, irraggiamento - Vasi del Dewar.

Dilatazione termica: dilatazione termica dei solidi, dilatazione cubica dei solidi; dilatazione termica dei liquidi, dilatazione termica dei gas - Equazione caratteristica dei gas - Variazioni di temperatura a volume costante - Gas reali e gas perfetti - Termometri a gas - Temperatura assoluta.

Cambiamenti di stato fisico: fusione e solidificazione; soprafusione; evaporazione e proprietà dei vapori; evaporazione in seno dell'aria, ebollizione; calore di vaporizzazione; umidità atmosferica; igrometri; vapori soprassaturi - Condensazione dei vapori - Temperatura critica - Cenno sulla liquefazione dei gas - Soluzioni: generalità e punti di ebollizione e di congelamento di esse.

Ottica: Generalità sulla luce - Propagazione rettilinea della luce - Cenni di fotometria e di fotometri.

Leggi della riflessione della luce - Specchi piani, specchi sferici, specchi concavi - Immagini prodotte dagli specchi concavi - Relazione fra la distanza dell'oggetto e quella dell'immagine - Costruzione delle immagini. Specchi convessi (cenno).

Rifrazione della luce e sue leggi - Riflessione totale - Il prisma ed i colori - Lenti. Lenti convergenti ed immagini da esse prodotte - Lenti acromatiche - Lenti divergenti.

Il cannocchiale ed il microscopio.

Velocità della luce - Qualche cenno sulle teorie della luce.

Elettricità: Fenomeni principali di elettrostatica e grandezze che v'intervengono - Condensatori.

L'effetto Volta e la pila elettrica - Corrente elettrica costante nei conduttori di prima specie - L'elettrolisi: leggi ed applicazioni dell'elettrolisi - Accumulatori elettrici - Pile termoelettriche.

Magnetismo - Magneti naturali e artificiali - La legge di Coulomb per il magnetismo - Campo magnetico - Campo magnetico terrestre - Elettromagnetismo - Campo magnetico prodotto da una corrente - Legge di Biot e Savart - Unità di misura elettromagnetiche - Sistema pratico di unità di misura elettriche - Solenoidi - Elettrocalamite - Soneria elettrica - Telegrafo - Galvanometri; amperometri - Legge di Ohm - Conduttori in serie ed in parallelo - Reostati - Legge di Joule - Applicazioni degli effetti termici della corrente. Energia elettrica - Induzione elettromagnetica e leggi relative - Estracorrenti - Rocchetto di Ruhmkorff - Telefono - Anello di Pacinotti - Cenno sugli alternatori, motori e sul campo rotante - Trasporto dell'energia - Trasformatori statici.

Cenno sulle onde elettromagnetiche.

Problemi relativi a tutte le teorie precedenti.

D) *Chimica*: Processi fisici e chimici - Generalità sui fenomeni chimici - Corpi semplici e composti - Sostituzione - Doppia decomposizione - Leggi delle proporzioni definite e multiple - Legge dei volumi di Gay-Lussac - Cenni sulla teoria atomica - Peso atomico - Simboli chimici - Corpi indecomposti - Formole chimiche - Peso molecolare - Equazioni chimiche - Problemi « stechiometrici ».

Metalloidi: Idrogeno - Ossigeno - Acqua - Acqua ossigenata. Gruppo degli Alogeni - Cloro - Bromo - Jodio e fluoro e loro idracidi - Principali composti ossigenati del cloro - Zolfo - Idrogeno solforato - Composti ossigenati dello zolfo - Acidi ossigenati dello zolfo.

Azoto - Composti idrogenati e ossigenati dell'azoto - Acidi ossigenati dell'azoto - Acqua ragia.

Fosforo - Composti idrogenati e ossigenati del fosforo - Acido fosforico.

Arsenico - Composti idrogenati e ossigenati dell'arsenico - Acido arsenico.

Antimonio - Composti idrogenati e ossigenati dell'antimonio, tricloruro di antimonio.

Boro - Anidride borica - Acido borico - Borace.

Silicio - Composti alogenati e ossigenati del silicio - Acido silicico - Carburo di silicio.

Carbonio - Composti ossigenati del carbonio - Carbonati.

Metalli: Proprietà fisiche dei metalli - Malleabilità - Duttilità - Durezza - Tenacità - Conducibilità per il calore e per l'elettricità - Densità - Fusibilità - Volatilità.

Composti dei metalli - Leghe-amalgame - Ossidi - Idrati - Generalità sui sali - Sali acidi - Basici e neutri - Azione dell'acqua sui sali - Sali doppi - Isomorfismo - Azione dell'elettricità sui sali.

Principi di elettrochimica - Teoria della dissociazione elettrolitica - Saturazione degli acidi con le basi - Azione dei metalli sui sali - Azione reciproca dei sali - Idrolisi.

Processi generali di metallurgia - Metalli nativi - Ossidi - Trattamento dei solfuri - Processi di estrazione per via umida - Elettrometallurgia.

Stato naturale, proprietà fisiche chimiche e principali composti dei seguenti metalli: potassio, sodio, ammonio, calcio, magnesio, zinco, mercurio, rame, argento, oro, alluminio, stagno, piombo, bismuto, ferro, cromo, manganese, nichelio, cobalto e platino.

p. *Il Ministro*: LANTINI.

ALLEGATO N. 2.

Norme per il rilascio da parte degli Ospedali militari del certificato medico di cui all'art. 4 del decreto.

Si tenga presente che il servizio metrico per sua natura non consente occupazioni sedentarie, ma richiede invece continuo moto per l'esecuzione delle operazioni sia negli uffici permanenti, come in tutte le altre numerose località ove i funzionari debbono, per vari mesi dell'anno, recarsi per compierlo accedendovi anche con i più disagiati mezzi di trasporto.

La natura stessa delle operazioni, non poco delicate come quelle metrologiche e quelle chimiche per l'esecuzione dei saggi, richiede, d'altra parte, qualità fisiche normali. Avuto a ciò riguardo, si tengano come basi i seguenti requisiti fisici, necessari negli aspiranti ed il vigente elenco delle infermità esimenti dal servizio militare, con le varianti di cui appresso:

1° Perimetro toracico non minore di metri 0,80, purchè lo sviluppo organico sia armonico nelle sue parti e l'originaria robustezza dell'individuo risulti evidente;

2° Acutezza visiva nella misura minima di V. 1 per un occhio e V. 1/2 per l'altro, o di V. 2/3 per entrambi gli occhi, anche quando tali limiti siano raggiungibili con la eventuale correzione della refrazione, mediante adatte lenti speciali, tollerando sia la miopia, che l'ipermetropia in una misura massima di cinque diottrie e purchè, se si tratta di altra affezione patologica, questa non sia tuttora in atto o suscettibile di ulteriore evoluzione;

3° Acutezza uditiva minima di 1/2 per entrambi gli orecchi purchè non esistano in atto lesioni organiche, specie purulenti suscettibili di ulteriori evoluzioni e di conseguente progressiva diminuzione della funzione uditiva.

Sono causa di esclusione:

a) l'ernia di qualsiasi specie e grado, il varicocele voluminoso e con atrofia del testicolo;

b) il diabete zuccherino e l'albuminuria;

c) la congiuntivite granulosa in qualunque stadio, la congiuntivite e blefarite cronica;

d) l'astigmatismo che, senza correzione con lenti, non consenta l'acutezza visiva stabilita al n. 2;

e) la discromatopsia;

f) tutte le affezioni tubercolari, anche se incipienti e solamente sospette, siano mediche che chirurgiche;

g) tutte le malattie nervose di qualsiasi grado, siano organiche che funzionali.

p. *Il Ministro*: LANTINI.

(3182)

MUGNOZZA GIUSEPPE, *direttore*

SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma, 1935-XIII - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.